

Réflexions sur les projets de fermetures de postes dans les écoles de Coulommiers



Lundi 19 Janvier vers 18 heures. Je rentre chez moi à Coulommiers après avoir passé la journée à Paris pour une réunion de retrouvailles des anciens membres du cabinet de Jean-Pierre Chevènement lorsqu'il était Ministre de l'Education Nationale. Nous avons évoqués nos grandes espérances, nos succès, nos échecs et nos regrets. Nous sommes presque tous maintenant des cadres retraités de le l'Education Nationale, anciens inspecteurs, anciens chefs d'établissement, anciens administrateurs civils. Certains, comme mon ami Roland Carraz qui fut un si remarquable secrétaire d'Etat à l'enseignement technique sont décédés. Mais au-delà de la nostalgie nous avons tous chevillée au corps une foi passionnée dans l'école républicaine et dans sa mission d'instruction et d'éducation. Des réflexions et des dialogues de cette journée entre des gens qui ont des engagements différents –la plupart ont servi Ségolène Royal et l'ont appréciée lorsqu'elle était dans l'ombre de Claude Allègre mais d'autres ont été séduits par François Bayrou- il ressort que l'Education Nationale traverse une période de vaches maigres et que cela est tout à fait désastreux. Dans notre pays secoué par la mondialisation, il y a l'impérieuse nécessité d'investir dans l'école pour faire fortement progresser le niveau de formation. Ceci est absolument nécessaire pour permettre à nos jeunes de s'adapter aux tâches de haut niveau qui sont les seules qui nous permettront de garder un niveau de vie élevé. En effet, les tâches de niveau modeste ne disparaîtront pas totalement de chez nous mais elles sont

nombreuses à être déjà délocalisées dans les pays dans lesquels existent des mines de main d'œuvre à bas salaires et le mouvement va se poursuivre pendant longtemps. Etre instruit, c'est encore la meilleure assurance contre le chômage car s'il y a, certes, des chômeurs diplômés, il faut rappeler avec constance un fait que toutes les études, toutes les statistiques de tous les instituts compétents disent sans contestation c'est que plus on est instruit moins on est chômeur.

Lundi 19 Janvier vers 18 heures. Je passe devant l'école Louis-Robert, celle où deux de mes enfants ont été élèves il y a un bon quart de siècle à l'époque où j'étais le principal du collège voisin. Heureuse époque où nous protestions non pas contre les fermetures mais contre l'insuffisance du nombre de créations de postes. Là, devant moi des banderoles faites à la hâte et un groupe de parents et de jeunes enseignants qui protestent contre les fermetures de postes de professeurs des écoles. Ces fermetures sont programmées à la suite des coupes sombres faites dans le budget de l'Education Nationale. Je m'arrête, je pose des questions, je me renseigne et dans la soirée après quelques échanges téléphoniques pour préciser les projets de fermeture, j'essaie de faire le point:

-Les économies imposées par le budget de l'Education Nationale sont à l'origine du problème; qui a proposé ce budget? Le ministre actuel. Qui a voté ce budget? La majorité UMP de l'Assemblée Nationale, donc tous les députés de Seine-et-Marne puisqu'ils appartiennent tous à cette majorité.

-Qui applique le budget et répartit les moyens? Sur ordre de son ministre, c'est l'Inspection Académique, c'est-à-dire l'administration départementale de l'Education Nationale, qui répartit du mieux qu'elle peut les moyens qu'on lui donne. Elle fait son travail à partir de statistiques et de projections et elle le fait honnêtement mais elle ne peut pas créer des moyens qu'elle n'a pas. Elle informe avant de décider des commissions où les personnels sont représentés.

-Qui va intervenir pour protester contre les projets de fermetures de postes? Bien entendu les parents et les enseignants des écoles concernées qui savent que les conséquences vont être l'augmentation du nombre des élèves dans chaque classe, l'impossibilité d'accueillir certains élèves en maternelle, l'abandon de projets pédagogiques comme l'aide aux élèves les plus faibles en petit groupe. Autrement dit alors qu'il faudrait faire plus pour mieux préparer nos enfants et les faire réussir en plus grand nombre, on va faire moins avec des régressions évidentes dans les résultats.

-Auprès de qui intervenir? C'est là que des choses étranges se passent. Dans un premier temps, ce sont les braves personnes sans pouvoir qui sont en

première ligne qui vont recevoir les délégations de parents et d'enseignants. On ira ainsi voire l'adjointe du maire chargée des écoles qui ne peut strictement rien mais qui donnera sa compassion et promettra d'intervenir "en haut lieu". On ira aussi voir l'inspectrice de la circonscription d'enseignement primaire ou le chef d'établissement dans le secondaire, on ira même voir l'Inspecteur d'Académie; or ce sont tous des répartiteurs qui ne pourront faire qu'une seule opération : déshabiller Paul qui crie peu pour habiller Pierre qui crie si fort. Ce qui est profondément immoral et ne fait que déplacer le problème. En fin de compte, on ira voir quelqu'un que l'on pense influent, le député-maire bien sûr, qui a pourtant voté le budget qui est à l'origine de tous les maux et qui, faute d'assumer avec courage son vote, va laisser entendre que tout cela résulte d'une mauvaise répartition des moyens par les fonctionnaires responsables, ces pelés, ces galeux et qu'il va, par l'influence qu'il a sur le ministre son cher ami, qui est leur chef, leur faire voir de quel bois il se chauffe. Bien entendu, il arrive que sous cette pression le fonctionnaire concerné finisse à contre cœur par procéder au déshabillage d'un Paul suffisamment discret ou mal appuyé pour satisfaire le Pierre si bien soutenu par son puissant protecteur.

De ce mode de fonctionnement qui brise la rigueur républicaine d'une juste administration pour la soumettre aux trafics d'influence il faudra une bonne fois pour toutes sortir et établir un ordre juste. Mais cela supposera deux grands efforts :

-un effort financier important et suffisant pour que la priorité de l'éducation soit respectée et que les seules fermetures de postes programmées soient celles qui résultent des effondrements démographiques évidents. Pour cela des seuils clairement déterminés d'ouverture et de fermeture doivent être établis en fonction de chaque situation particulière, annoncés et modifiés en fonction des évolutions sociologiques. Les outils statistiques créés par les fonctionnaires de la DIPEVE (Division pour l'évaluation du Ministère) existent et le permettraient. Mais cette politique de justice n'est pas possible si le souci principal est de faire à tout prix –y compris en sacrifiant l'intérêt des enfants et l'avenir du pays- des économies.

-un effort moral pour que ceux qui votent le budget aient le courage de l'assumer et ne rejettent pas sur ceux qui ne font que répartir les moyens qu'on leur donne les conséquences de leurs choix. Il y a là une nécessité morale qui, si elle n'est pas respectée, rompt la confiance que le fonctionnaire a dans l'honnêteté de ceux qui décident.

Pour Coulommiers, il est évident que plusieurs des fermetures programmées sont désastreuses dans leurs conséquences et vont être très défavorables pour les enfants de nos écoles.

Pour convaincre l'administration de l'Education Nationale d'atténuer autant qu'elle le peut ces conséquences, il eût fallu des arguments en terme de projections démographiques; les projets immobiliers en cours, par exemple, méritent une réflexion d'ensemble à moins de n'avoir pour projet que de construire pour des personnes âgées aisées donc sans jeunes enfants. J'ai, par ailleurs, été surpris d'apprendre que les écoles de la Ville Haute n'avaient pas bénéficié d'un classement en zone d'éducation prioritaire alors que les critères le permettaient. La Mairie n'aurait pas été favorable à ce classement car elle aurait craint les conséquences en terme d'image. En clair, ça ne fait pas bien d'être une ville dans laquelle il y a une ZEP. Le classement en ZEP aurait certainement apporté des moyens et aurait peut-être évité des mesures de suppressions de postes.

Dans cette journée du Lundi 29 Janvier, j'ai donc mesuré concrètement, sur le terrain, auprès des parents et des enseignants qui manifestaient devant l'école Louis-Robert les problèmes qui avaient à Paris occupé quelques heures plus tôt les souvenirs et la réflexion de ceux qui, un instant, entre 1983 et 1986 avaient tenté de donner à l'Ecole publique les moyens qu'elle méritait. Aussi, je crois que tout doit être fait pour soutenir ces parents et ces enseignants.

André GAILING

Personnel d'Inspection et de Direction de l'Education Nationale
retraité

Chevalier des Palmes Académiques
Maire de Coulommiers (1977-1980)